

Normalisation forcée : comment Donald Trump est en train de revenir bien sagement dans le rang du parti républicain



En l'espace de quelques jours, la politique mise en place par Donald Trump semble avoir changé du tout au tout, notamment sur la politique étrangère des Etats-Unis. Un revirement qui pourrait indiquer une reprise en main du Président par le parti républicain.

Avec Jean-Eric Branaa

Avec Pierre Conesa

Article mis à jour suite aux bombardements américains sur la base de al-Chaayrate.

Est-ce que les bombardements américains de cette nuit sur la base de al-Chaayrate tendent à montrer un retour dans le rang de Donald Trump ?

Conesa Pierre : Trump est le Kadhafi du système républicains dans le sens où il est complètement imprévisible. D'abord il faut rappeler qu'il est en difficulté sur le plan intérieur, notamment avec son projet de visa qui a été rejeté par les juges.

Ensuite, la frappe menée dans la nuit ne laisse pas présager d'un engagement plus large. Il a ciblé l'aéroport sur lequel les avions qui ont bombardé sont censés avoir décollé. On est dans une logique de réaction limitée car elle est très ciblée. Pour que cela aille plus loin il faudrait une autre attaque chimique. A mon avis, cela va engendrer une hausse du ton, un combat de coq, mais ça ne devrait pas aller plus loin.

La question que l'on peut se poser, c'est pourquoi Assad, qui avait rétabli la situation militaire, se met de nouveau à utiliser des armes chimiques, ce qui provoque à la fois les opposants et son allié Russe puisque cela prouve qu'il n'a pas démantelé l'intégralité de son arsenal chimique contrairement à son engagement de 2013, ceci avec la garantie de Moscou.

Trump n'a pas le même type de rapport qu'il a avec le parti majoritaire par rapport au système politique Français, il y a une très grande indépendance entre la présidence et le Congrès. Il n'a pas à se comporter en bon républicain, il doit normalement négocier avec son parti, chose qu'il n'a pas fait. Il reste un individu totalement imprévisible, même pour son camp.

Ce bombardement ne présage pas du fait qu'il est rentré dans le camp républicain vu que ce dernier a toujours été militariste, donc de ce côté-là ça va satisfaire un certain nombre de gens mais l'homogénéité n'est pas totale sur ces questions. Trump peut prendre des décisions sur le plan militaire, mais s'il veut aller plus loin c'est évident qu'il va devoir se présenter devant le Congrès.

Atlantico : En quelques jours seulement, Donald Trump semble avoir modifié profondément son approche présidentielle. Renvoi de Steve Bannon, commande d'un rapport relatif au commerce extérieur, menace d'intervention unilatérale en Syrie etc... Comment

expliquer un tel revirement, quelles en sont les causes, et quel en a été le processus, notamment sur l'influence croissante de son gendre Jared Kushner ?

Jean-Eric Branaa : Il est vrai que le calendrier semble s'être brutalement accéléré à la Maison-Blanche et que ce n'est pas forcément pour appliquer les promesses qui ont été martelées pendant la campagne. Car on assiste à un revirement à 90 degrés et rien, en apparence du moins, ne permettait de prévoir ce changement d'attitude spectaculaire.

La victime la plus inattendue de ce revirement est Steve Bannon, 62 ans, qui était jusqu'alors omniprésent aux côtés de Donald Trump, que ce soit lors de la signature des décrets présidentiels ou lors des entretiens téléphoniques avec des dirigeants étrangers. Son titre, stratège en chef de la Maison Blanche, avait même été créé spécifiquement pour lui par le nouveau président américain.

Mais, comme souvent, Donald Trump a voulu jouer sur deux tableaux, en cultivant une aile radicale, que la présence de Bannon à ses côtés rassurait, et une aile plus modérée, qui a d'abord été représentée par Reince Priebus, l'ancien responsable du Parti républicain, et dont l'influence a été grignotée tranquillement mais sûrement par le propre gendre du président, le mari d'Ivanka.

Au départ, Jared Kushner n'est apparu qu'épisodiquement au bras de sa femme, pendant la campagne, au détour d'un meeting ou deux. Ivanka a joué un grand rôle pour propulser son mari vers le sommet, le poussant notamment à s'investir une première fois dans cette campagne par l'écriture d'un discours de son père, celui qu'il a prononcé en mars devant le lobby pro-Israélien AIPAC. Devant un auditoire sceptique quant à sa volonté de protéger Israël, Donald Trump avait alors utilisé un téléprompteur pour la première fois. Le discours, qui n'était pas particulièrement bon ou intéressant, a toutefois été bien accueilli dans la salle, une gageure pour un public qui n'était pas acquis à sa cause. Alors, le futur président a tendu une oreille de plus en plus bienveillante vers le jeune homme, qui a finalement été nommé haut conseiller après la victoire, signe que son importance était devenue réelle. Il serait d'ailleurs à l'origine du renvoi de deux importants et proches conseillers du candidat : Paul Manafort et Corey Lewandowski. Beaucoup murmurent aussi que c'est également lui qui aurait conseillé à son beau-père de prendre Mike Pence comme colistier à la place de certains fidèles de la première heure qui étaient sur les rangs.

Quoi qu'il en soit, son influence n'a cessé de grandir depuis le 8 novembre, d'autant qu'il a certainement apporté à son beau-père une grande partie du vote juif, qui l'a soutenu à 24% avec une forte proportion de la communauté orthodoxe. Le clan des amis de Jared s'est très vite renforcé, avec l'arrivée dans l'entourage le plus proche du président de l'avocat David Friedman qui a été nommé ambassadeur en Israël, de Jason Greenblatt qui a pris la direction des affaires Juridiques, de Steven Mnuchin qui a hérité du portefeuille du trésor, de Steven Miller, proche en idée de Steve Bannon mais plus proche de Jared en âge et en amitié, ou encore de Carl Icahn (régulation), Gary Cohn (affaires économiques) ou Reed Cordish (un grand ami de Kushner qui a été nommé à l'innovation technologique).

La politique mise en œuvre par Donald Trump a indiscutablement été marquée par l'empreinte de ce gendre prodigue et son rôle s'est révélé plus déterminant encore alors que naissait une opposition de plus en plus franche au Congrès, du côté de l'aile radicale du Parti républicain, un groupe que l'on appelle le Caucus de la liberté (*Freedom Caucus*).

Comment Donald Trump avait pu tenter, lors des dernières semaines, de contourner l'opposition interne au parti républicain à sa politique ? Le revirement actuel est-il la marque d'une reprise en main de Donald Trump par le parti républicain ?

Jean-Eric Branaa : Jared Kushner, qui a grandi à Livingston, dans le New Jersey, dans une famille aisée et démocrate (proche de plusieurs responsables politiques à qui sa famille a fait de larges dons financiers), a œuvré pour que Donald Trump s'apaise et tende davantage vers le centre politique. Les événements lui sont venus en aide, puisque les plus radicaux au Parti républicain sont entrés en conflit avec le président, lui reprochant de ne pas aller assez vite et, surtout, de ne pas aller assez loin : ils se sont opposés à sa réforme de la santé car ils voulaient la suppression pure et simple de l'*Obamacare* ; ils l'ont critiqué dans ses décrets sur l'indépendance énergétique, car ils demandaient la disparition de la clause de danger associée au plan climat et la dissolution de l'Agence pour la Protection de l'Environnement ; plus récemment, ils menaçaient de s'opposer à son plan sur les infrastructures et, même, à ses réformes économiques qui, en dépit des promesses, ne sont toujours pas discutées au congrès. Bannon a été incapable de calmer ce groupe de radicaux et Jared Kushner a conseillé un recentrage, qui seul permettra de tendre la main aux démocrates avec l'espoir que certains d'entre eux suivront la tradition républicaine américaine et accepteront de travailler avec la nouvelle administration.

C'est exactement comme cela qu'ont toujours fonctionné les rapports entre l'exécutif et le législatif, dans l'esprit en tout cas de ceux qui forment l'*establishment*. Paul Ryan, qui en est un des principaux représentants est favorable à ce recentrage, d'autant qu'il sait que le *Freedom Caucus* voudra se débarrasser de lui à la première occasion. Il a d'ailleurs déjà été tenté de le faire après l'échec de la réforme de santé et il a fallu l'intervention de Donald Trump en personne et de ses menaces de les combattre sur le terrain électoral en 2018 pour que le calme revienne un peu. C'est vrai qu'il a alors, par conséquent, donné un coup de barre vers le centre et rétabli l'*establishment* dans le rôle constructif et plus apaisé qui est traditionnellement le sien au Congrès. Ce faisant, des pans entiers de la politique du président sont tombés et les élus n'hésitent déjà plus à faire des déclarations publiques en contredisant telle ou telle promesse de campagne.

Sur le plan international, on a pu noter qu'il y a eu de nombreuses marches arrières, que ce soit sur le rôle de l'OTAN, sur la non-décision relative aux accords de Paris (COP21), qui a été repoussée à fin mai, sur le rôle des États-Unis auprès du Japon ou, très notablement, sur l'absence de toutes négociations pour en finir avec les accords de l'ALENA, ce qui semblaient pourtant une urgence pendant la campagne. Donald Trump semble avoir choisi la voie plus escarpée de la négociation avec son parti, et aussi celle de la patience, voire du renoncement.

Après moins de 3 mois de Présidence, quelles sont désormais les failles qui séparent la politique effectivement mise en place par le nouveau locataire de la maison blanche et son discours de campagne ?

Jean-Eric Branaa : On comprend donc que les failles entre les discours et la réalité sont très nombreuses. La promesse de frapper

fort et vite, dès le Premier Jour (Day One), s'est bien entendu heurtée d'emblée à la réalité. Il a été possible de contourner toute mauvaise impression dans les premières semaines en expliquant que Day One était une métaphore pour « début de mandat ». Mais l'attente est très forte et l'impatience grandit parmi les plus fervents supporters de Trump. Ils sont toujours en soutien de leur champion et sont même prêts à entendre que Day One durera six mois. Mais après ?

Si le problème ne se nichait que là, ce ne serait pas bien grave. Toutefois il faut bien reconnaître que les ratés sont bien plus retentissants que les succès. A une série de décrets qui devaient annoncer un changement radical dans la gouvernance, le président s'est vu opposer les contre-pouvoirs classiques que la Constitution a prévu : les cours de justice ont freiné son élan et le Congrès l'a brisé net.

Cela a obligé le président à entrer en négociation avec les pires ennemis de ses électeurs : les « politiciens corrompus de Washington », ce borbier qu'il prétendait mater et nettoyer.

On le voit aujourd'hui faire une volte-face spectaculaire en politique étrangère, qui l'emmène très loin de la promesse faite au Peuple le 20 janvier lors de son investiture : « l'Amérique d'abord et seulement l'Amérique », qu'il répèterait dans son discours au Congrès en février : « je ne suis pas le président du monde, mais seulement le président des États-Unis. »

La route est cependant longue et sa politique sera jugée aux termes des quatre ans pour lesquels il a été élu. Ses électeurs vont donc devoir s'armer de patience car il est vrai que dans le panier qu'il leur propose aujourd'hui, ils ont du mal à retrouver leurs petits.